

L'Europe... en crise

L'Europe ! Faudrait-il aujourd'hui avoir à son sujet la mémoire courte ? Pourtant que n'avons-nous pas entendu toutes ces dernières années ! Pour les convaincus, elle devait, comme à tous les peuples européens, nous apporter l'emploi, le progrès (humain s'entend), la solidarité... alors que déjà elle se trouvait sur la pente aventureuse du néolibéralisme. Comment ne nous reviendrait pas en mémoire justement la phrase, célèbre et pour cause, du premier président de la Vème République : « Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe !... mais cela n'aboutit à rien, ne signifie rien. » (Charles de Gaulle, le 14/12/1965). Un bail ! Mais toujours, les mots ne suffisent pas et seuls priment les actes ! Et, quoiqu'on en dise, actuellement l'Union Européenne est en crise. Plus, au bord du gouffre, au bord de l'implosion de la zone euro ! Qui après la Grèce, nous interrogeons-nous il y a trois semaines ! Le Portugal ! L'Espagne ! Effet domino nous explique-t-on ! Donc il y aura un suivant ! Ou plus exactement des suivants ! Et oui, face à la situation financière, la spéculation que vit, subit la Grèce, que penser, que dire de l'affligeante attitude des Etats européens ? Serait-elle compréhensible, exemplaire, à la hauteur de l'événement, cette curieuse et dite solidarité de l'ensemble de tous ces états ? La preuve par l'exemple que l'Europe n'est que ce qu'on a voulu qu'elle soit : un marché ! Un marché sous la coupe de la finance, des banques, et des agences de notation, privées, qui évaluent les gestions publiques, et sur lequel s'opposent les intérêts nationaux de chaque état membre ! Quant aux aides des Etats voisins, du F M I, elles sont assorties d'un plan, draconien, difficile à accepter par le peuple concerné, non responsable. Qu'on en juge à partir de ce qui attend les grecs au vu des préconisations, plus exactement des principales mesures des deux Plans d'austérité (imposés) :

- « - Non remplacement de 4 départs à la retraite sur 5 dans la fonction publique ;
- Gel des salaires des fonctionnaires ; Hausse de TVA de 19 à 21 % ;
- Hausse des taxes de cigarettes (+60%) et sur l'alcool (+20%) ;
- Baisse de 10% des dépenses d'assurance maladie ;
- Projet de vente des parts publiques dans la banque postale grecque (34%) ;
- Projet de vente des parts publiques dans Hellenic Télécom ;
- Vente de bateaux et d'immeubles appartenant à l'Etat... ».

Et la Commission européenne affirme qu'il faudra aller encore plus loin ! Tout est dit !